

Tarif des douanes

J'insiste sur le fait que les petites entreprises ont des moyens restreints. Nous, néo-démocrates, savons que les petites entreprises constituent l'un des piliers du monde des affaires au Canada et créent plus d'emplois que n'importe quel autre secteur de l'économie. Soit dit en passant, *The Globe and Mail* contient aujourd'hui un très bon article sur le rôle des femmes dans le secteur de la petite entreprise et sur l'excellent taux de succès des entreprises dirigées par des femmes.

Il ne me semble nullement déraisonnable de demander plus de temps pour que tout le monde puisse comprendre ce qui va se passer. Nous venons de terminer un très long débat sur l'Accord du lac Meech. L'une des critiques qu'on entend souvent un peu partout au Canada à ce sujet, c'est qu'il n'y a pas eu suffisamment de temps pour consulter le public au sujet de cet accord. D'abord, les premiers ministres se sont mis d'accord très rapidement sans avoir vraiment consulté le public. A mon avis, tous les députés devraient réfléchir à leurs responsabilités à cet égard.

C'est la même chose pour ce qui est de l'entente commerciale Mulroney-Reagan. On nous demande d'avaliser l'idée d'une caravane sur le libre-échange qui va faire le tour du pays pour entendre ce que les gens ont à dire. C'est bien important, mais l'objectif fixé est très précis et encore une fois l'échéance est très rapprochée, de sorte qu'on se demande combien de canadiens ordinaires vont pouvoir participer aux audiences. J'espère bien que, pour une fois, le comité ne manquera pas de se rendre dans les territoires du Nord-Ouest et au Yukon, où cette entente soulève de nombreuses questions. Comme certains autres, ce projet de loi est complexe et il me semble raisonnable que ceux qui sont visés aient le temps voulu pour l'étudier.

On peut comprendre facilement que la population canadienne perde parfois son latin à envisager certains des résultats qui découlent de l'adoption de cette mesure législative. Comme je l'ai déjà dit, même le titre prête à confusion. Je ne dis pas cela pour critiquer, mais lorsqu'on explique au public quels effets l'entente aura sur eux, on ne dit pas toujours la même chose. Je vais donner quelques exemples de cela qui sont liés au débat actuel sur l'entente Mulroney-Reagan.

En 1983, le magazine *Maclean's* déclarait que David Crombie...

Des voix: A l'ordre!

Le président suppléant (M. Ellis): La députée doit savoir qu'on ne désigne pas nommément les députés. Je suis convaincu qu'il y aura des rappels au Règlement si elle ne désigne pas les députés par leur circonscription ou par leur ministère.

Mme McLaughlin: Merci, monsieur le Président. D'après le magazine *Maclean's*, l'honorable secrétaire d'État (M. Crombie) aurait dit en 1983 de l'entente sur le libre-échange que c'était «une idiotie». Je ne sais pas si j'aurais moi-même employé un terme aussi technique, mais il est certain que ce genre de commentaire déroutait bien des gens.

Récemment, la semaine dernière en fait, à Washington, un sénateur républicain américain, M. Murkowski, a jugé la position canadienne sur l'exploitation du pétrole d'Alaska incompatible avec notre position visant à faire désigner comme parc naturel la plaine côtière d'Alaska. Si vous n'êtes pas au courant, il s'agit du sanctuaire faunique national de l'Arctique qui englobe le plus grand troupeau de caribous, le seul et unique

troupeau de caribous Porcupine dont beaucoup d'habitants de ma circonscription dépendent pour leur subsistance. Nous avons tenu des négociations avec les Américains à ce sujet, et je dois reconnaître au gouvernement le mérite d'avoir été très favorable au projet de faire désigner cette région comme réserve naturelle. Or en même temps, dans l'accord commercial Mulroney-Reagan, nous semblons avoir négocié l'accès au pétrole de la baie de Prudhoe. Le sénateur Murkowski nous dit de nous brancher: d'un côté nous demandons de conserver cette région comme réserve naturelle, et de l'autre nous demandons d'ouvrir la région pour donner accès au pétrole. Cela prête à confusion pour les Américains, pour le Canadien moyen, et pour moi. Nous semblons adresser deux messages aux gens.

Il est certes extrêmement important de comprendre ce projet de loi sur les droits de douane, puisqu'on parle tellement de l'accord commercial Mulroney-Reagan en ce moment. Je crois qu'il y aura beaucoup de confusion dans l'esprit du public, car les gens entendent chaque soir à la télévision et lisent chaque jour dans les journaux tellement de versions diverses et différentes de cet accord. Nous n'en avons bien sûr pas reçu la version définitive, pour savoir au juste ce qu'il signifie. Certains croiront qu'il y a un certain rapport sur ce point. Je ne soutiens rien de tel. Il nous faut cependant signaler quelques points de l'accord commercial qui entretiennent cette confusion.

Tout d'abord, nous voyons que les États-Unis ont obtenu dans cet accord la plupart de ce qu'ils voulaient. Ils voulaient le plein accès aux ressources énergétiques canadiennes, et ils l'ont obtenu. Ils voulaient un libre accès pour les investissements au Canada, et ils l'ont obtenu. C'est également la première fois qu'on inclut le libre-échange des services dans un accord commercial. On dit que les Américains pourraient faire de cet accord un modèle à proposer aux réunions du GATT pour libéraliser les échanges de services à l'échelle mondiale.

Nous avons longuement discuté à la Chambre du projet de loi C-22, et je ne reviendrai pas là-dessus. Pourtant, avec l'accord de libre-échange Mulroney-Reagan notre aptitude à défendre la souveraineté canadienne ainsi que l'orientation et la protection de notre propriété intellectuelle est mise en doute.

Je voudrais aborder brièvement la question de la suppression des subventions au transport des céréales dans l'Ouest. A propos de ces subventions, en discutant avec les gens des diverses localités, on a l'impression, clairement par les Américains, que ces derniers pratiquent la libre-entreprise et qu'ils ne bénéficient d'aucune subvention. C'est la loi du plus fort qui règne sur ce marché dont les participants savent comment se débrouiller. C'est de cette façon qu'ils ont réussi à se donner un pays riche et fort. Certes, il y a du vrai dans cela, mais, comme dans toute fable, on exagère un peu. Il importe pour les Canadiens de se rappeler que, dans bien des secteurs, l'économie américaine bénéficie de fortes subventions, accordées par les États comme par le gouvernement fédéral. On aurait tort de soutenir que l'économie canadienne est fortement subventionnée par rapport à l'économie américaine. Il en va de même pour l'accord tarifaire.